



CTAC UNIQUE du 21 Février 2019
DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Chers collègues,

A l'aune de cette nouvelle année 2019, l'avancement « à la hache » des réformes reste – depuis la RGPP – la tangente cruciale, l'alpha et l'oméga d'une administration française qui semble perdre progressivement ses caractéristiques propres.

L'UNSA Travail n'a eu de cesse de le dénoncer depuis des années : la mise en place de cette politique illisible a des conséquences immédiates et met en danger la place citoyenne du service public par une remise en question de manière permanente de la stabilité du fonctionnement et de l'organisation des services.

Le management actuel, trop tourné vers la « ressource humaine », ne prend pas suffisamment en compte la « relation humaine ». Les agents ne se rencontrent pas assez, et les « réseaux », outils de communication dématérialisée, ne favorisent pas l'échange : une bonne dose d'empirisme serait également utile...

Cette « dévitalisation de la relation humaine » entraîne un « mal-être » à tous les niveaux de la hiérarchie, mal-être aggravé par des réformes pas ou mal expliquées, lesquelles se déroulent dans un climat de technocratisation accélérée qui contribue à la perte de repères et de sens pour les agents.

Cette idéologie, justifiée par des pseudo enjeux financiers se résumant à une ligne budgétaire, se décline partout, avec une pseudo-concertation des partenaires sociaux, au nom de la « réforme dite salvatrice » devenue permanente ces dix dernières années, sans que jamais ne soit posées l'effectivité et l'évaluation des décisions prises, au seul motif qu'il faut aller vite !

Le service public doit certes être en capacité d'adaptation, de souplesse afin de pouvoir répondre à la réalité complexe du monde dans lequel nous vivons, mais le socle républicain a besoin de ces services publics qui protègent, qui soignent, qui réparent et qui garantissent l'égalité entre les citoyens.

Le débat sur les objectifs et les moyens du Service Public est certes primordial, mais CAP 2022 fait abstraction des corps intermédiaires et de fait, confisque un dialogue social qui devrait aboutir à une vision claire, juste et rassurante de l'action publique au bénéfice de tous en considération de la situation de chacun.

L'UNSA ITEFA est là pour vous rappeler que l'évolution de nos services publics se doit d'être fidèle à l'ambition première qui préside à leur existence : faire socle à une vie sociale harmonieuse et garante d'un juste et équitable accès pour tous à leurs bienfaits.

*À vous, de réfléchir à vos décisions
À nous, partenaires sociaux, de vous demander des comptes
pour que personnels et usagers ne soient pas les « éternels » perdants.*

L'UNSA ITEFA vous remercie de votre attention.

